

2 OCTOBRE 2015

AG/11700

Assemblée générale: plaidoyer du Président de la Transition du Burkina Faso contre « l'arbitraire et l'injustice »

Soixante-dixième session

25e & 26e séances plénières, matin & après-midi

- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

COUVERTURE DES RÉUNIONS

La Syrie et les changements climatiques de nouveau au cœur du débat

À la veille de la clôture de son débat général annuel, l'Assemblée générale a entendu, aujourd'hui, plus d'une trentaine d'orateurs dont le Président du Burkina Faso, M. Michel Kafando, et le Ministre syrien des affaires étrangères, M. Walid al-Moualem. Ce dernier a annoncé que son pays acceptait le principe de discussions « non contraignantes » de paix sous l'égide de l'ONU.

Les déclarations ont également porté sur les conséquences dramatiques, pour les petits États insulaires en développement et les pays de faible altitude, d'un échec à maintenir le réchauffement planétaire à 2% par rapport à l'ère préindustrielle. La Conférence de Copenhague de 2009 sur le climat a adopté cet objectif que l'accord devant être adopté par la « COP21 », à Paris en décembre prochain, devrait en accélérer la mise en œuvre.

« Je suis venu ici pour dire non à l'arbitraire, au népotisme et à l'injustice d'un régime antidémocratique et pour plaider pour la liberté et la démocratie! » s'est exclamé, sous les applaudissements de l'Assemblée, le Président de la Transition et du Burkina Faso, M. Kafando. « Oui, devant cette Assemblée, je suis venu exalter la liberté. Pour en avoir été privé un moment, j'en mesure désormais le prix », a-t-il ajouté avant de revenir sur les événements du 16 septembre, lorsque son pays avait été victime d'un coup d'État « perpétré par des officiers à la solde de politiciens revanchards ». Il a ainsi rappelé qu'au Burkina Faso, « des prétoriens d'un autre âge, ramant à contre-courant de l'histoire », avaient tenté de confisquer la démocratie « pour assouvir leurs ambitions sordides ».

C'était sans compter avec le peuple burkinabé, a-t-il souligné, en précisant que la riposte nationale et populaire avait été « spontanée » pour barrer la route aux putschistes. Le Président burkinabé a tenu à remercier la communauté internationale, grâce à laquelle « je parle librement devant vous, chose impensable il y a seulement deux semaines lorsque je me suis retrouvé dans les geôles de la sédition ». Il a en outre demandé aux Nations Unies de continuer à soutenir les efforts du peuple burkinabé pour instaurer une « démocratie réelle » au Burkina Faso, à travers notamment « la tenue d'élections libres et transparentes que nous allons bientôt organiser ».

La crise syrienne, qui fait rage depuis plus de quatre ans et a provoqué l'exode du plus grand nombre de réfugiés depuis la Deuxième Guerre mondiale, a encore été au cœur de cette journée de débat.

Vice-Premier Ministre et Ministre syrien des affaires étrangères, M. Walid al-Moualem a d'abord fermement soutenu l'initiative russe de créer une coalition internationale pour contrer le terrorisme, car « le terrorisme ne peut pas être combattu seulement par la voie aérienne ». « Les tirs aériens ne sont utiles que s'ils sont menés en coopération avec l'armée syrienne, la seule force en Syrie qui combat le terrorisme! » a-t-il martelé.

Interpellant ensuite les pays qui diffusent des idéologies extrémistes, y compris en Europe, il a prévenu que le califat que souhaite créer l'État islamique d'Iraq et du Levant ne se limiterait pas à la Syrie ou à l'Iraq. « La Syrie a toujours demandé un dialogue politique basé, en priorité, sur la lutte contre le terrorisme », a-t-il rappelé avant d'annoncer que son pays pourrait participer aux discussions proposées par l'ONU. M. al-Moualem faisait référence aux [quatre groupes de travail](#) mis en place par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, M. Staffan de Mistura. Il a qualifié ces discussions de « consultations préliminaires non contraignantes », en précisant que si elles devaient avoir lieu, cela ne signifierait pas que l'armée syrienne s'affaiblit face au terrorisme.

Les pays les plus vulnérables aux conséquences des changements climatiques ont de nouveau lancé l'alerte et refusé l'idée même d'un échec de la « COP21 ». « Si les pays les plus riches échouent à maintenir le réchauffement climatique à 2% par rapport l'ère préindustrielle, les nôtres, qui sont de petits États insulaires en développement ou de faible altitude, disparaîtront », a averti M. Wilfred Elrington, le Ministre des affaires étrangères de Belize.

« Le financement de la lutte contre les changements climatiques est primordial pour les petits États insulaires », a insisté, de son côté, M. Timothy Harris, Premier Ministre de Saint-Kitts-et-Nevis. Pour lui, l'accès aux mécanismes de financement comme le Fonds vert pour le climat doit être « simplifié ».

Le Premier Ministre de la Barbade a, quant à lui, estimé que la Conférence de Paris devrait déboucher sur un accord assorti d'un mécanisme de vérification quinquennal des réductions de gaz à effet de serre. « Toutes les parties doivent s'engager à soutenir les pays les plus vulnérables », a encore déclaré M. Freundel Stuart.

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION ([A/70/1](#))

Suite du débat général

M. ANTONI MARTI PETIT, Président du Gouvernement de la Principauté d'Andorre, a fait remarquer qu'aucun pays ne peut résoudre seul les problèmes du monde, ce qu'un pays de la taille du sien, a-t-il dit, comprend mieux que d'autres. Il a expliqué ce qu'avait fait l'Andorre pour s'ouvrir géographiquement sur les pays voisins, la France et l'Espagne, afin de surmonter son isolement, lui permettant ainsi de développer les secteurs du tourisme, du commerce et des finances. Il a notamment mentionné les efforts déployés pour améliorer la transparence fiscale.

M. Marti Petit a ensuite expliqué que son pays avait adhéré à la Déclaration politique sur la suspension du droit de veto au Conseil de sécurité pour les cas d'atrocités de masse, une initiative de la France et du Mexique, pour garantir que les institutions restent au service des valeurs et des personnes, et non l'inverse.

Le Président du Gouvernement a aussi indiqué vouloir accueillir des réfugiés, dans le cadre d'une solution convenue au niveau européen. Il a regretté que les pays développés aient mis plus de temps à réagir à cette crise que les pays défavorisés, avant de plaider en faveur d'une politique d'anticipation qui passe, a-t-il insisté, par la prévention des conflits. C'est dans cet esprit que son pays soutient l'accord conclu sur le programme nucléaire iranien, a-t-il expliqué.

La Principauté d'Andorre, a-t-il poursuivi, a accepté les amendements de Kampala, un texte qui définit le crime d'agression et qui prévoit, à cet égard, la compétence de la Cour pénale internationale (CPI). Il a souligné qu'il n'y avait pas de solution pérenne aux conflits sans justice. Les régimes et les tyrans qui commettent des massacres et agissent en violation flagrante des droits de l'homme ne peuvent pas faire partie de la solution car, a-t-il estimé, ils font partie du problème.

M. Marti Petit a vanté la façon dont son pays promeut la diversité et l'intégration sociale, disposant d'un bon système éducatif en trois langues et c'est la raison pour laquelle il s'est impliqué dans l'Initiative pour l'accélération de l'éducation pour tous promue par le Secrétaire général de l'ONU.

Passant à la question des changements climatiques, M. Marti Petit s'est inquiété de ses conséquences pour le monde et, en particulier, pour le sien qui vit du tourisme, en particulier dans les montagnes pour les sports d'hiver. La Principauté d'Andorre a été l'un des premiers pays à contribuer à la prochaine Conférence des États parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), qui aura lieu à Paris en décembre, en promettant de réduire ses émissions de CO2 et autres gaz à effet de serre de 37% d'ici à 2030.

M. NIKOLA GRUEVSKI, Président du Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine, a tout d'abord déclaré que, depuis sa création, il y a 70 ans, l'Organisation des Nations Unies n'avait pas eu de Secrétaire général élu parmi les États d'Europe orientale. Son pays, a-t-il dit, appuie la demande faite par ce Groupe régional. Il a ajouté que la région d'Europe du Sud-Est est entrée dans une phase positive de développement. Mais malgré les progrès enregistrés, certaines questions bilatérales non résolues ou partiellement résolues continuent d'avoir un impact négatif sur le présent et l'avenir. Pour la « République de Macédoine » qui fait face à un différend ouvert, cela est devenu un obstacle sérieux à son intégration aux organisations internationales.

« Notre région est confrontée à deux défis stratégiques importants », a-t-il dit. Le premier est la crise des réfugiés et le deuxième, qui est plus dangereux, est celui des aspirations de l'État islamique pour une grande pénétration en Europe et qui constitue un grave danger pour l'économie et le développement durable des pays de la région », a affirmé M.

Gruevski. L'ensemble de la région des Balkans et le reste de l'Europe font aujourd'hui face à des milliers de réfugiés qui affluent chaque jour, fuyant les horreurs de la guerre dans leur pays d'origine. Pour sa part, son pays a vu transiter, depuis le début de l'année, près de 160 000 réfugiés dont la plupart sont des Syriens.

La situation au Moyen-Orient, a-t-il dit, reste une grave préoccupation. L'État islamique pose désormais une menace mondiale dont aucun pays n'est exempt et, en particulier, les pays d'Europe du Sud-Est où « nous assistons déjà à la réalisation des premières aspirations de l'État islamique pour une plus grande pénétration et à son influence accrue sur la population dans le but d'un recrutement ». M. Gruevski a estimé que rétablir la paix et la sécurité au Moyen-Orient, notamment en Iraq et en Syrie, est une question de la plus grande importance.

« Nous avons besoin d'une mise en œuvre concrète d'une politique de prévention de conflit que nous avons débattue aux Nations Unies et dans la région. Avec l'engagement commun de l'ONU et des systèmes de sécurité collectifs comme l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et l'Union européenne, nous pouvons éliminer le danger du radicalisme sous toutes ses formes, l'expansion de l'État islamique, et la prévention des conflits isolés ou des efforts de déstabilisation de la région », a-t-il poursuivi.

M. Gruevski a tenu aussi à rappeler que « l'objectif principal de la politique stratégique et étrangère de l'ex-République yougoslave de Macédoine est de devenir membre de l'Union européenne et de l'OTAN. Toutes les réformes entreprises au pays sont en conformité avec ce but. Tous les problèmes nationaux sont résolus avec cet esprit en tête. « Indépendamment des défis en matière de politique intérieure, je voudrais souligner qu'il ne devrait pas y avoir d'obstacle à nos aspirations d'intégrer les institutions euro-atlantiques. »

« Mais il reste une question non résolue qui est le différend avec la Grèce sur le nom de mon pays », a poursuivi M. Gruevski qui a rappelé que le règlement de ce différend avec « notre voisin du Sud est notre priorité dans le cadre des résolutions des Nations Unies et du droit international qui définissent le cadre des négociations visant à aboutir à une solution mutuellement acceptable ». Le droit international devrait être respecté dans tous les cas.

M. Gruevski a lancé un appel « au nouveau Gouvernement en Grèce, dans un esprit de bon voisinage et d'amitié, de résoudre cette question en suspens ». « En tant que pays voisin respectant l'Accord intérimaire de 1995, pierre angulaire de nos relations, conclu sous les auspices des Nations Unies et qui aurait dû apporter une solution au différend, et non son renvoi, nous avons récemment accepté une liste des mesures pratiques de renforcement de la confiance lesquelles seront mises en œuvre entre les deux pays et qui constituent une étape positive qui pourrait conduire à créer un climat propice pour surmonter les différends sur le nom », a déclaré M. Gruevski.

M. FREUNDEL STUART, Premier Ministre de la Barbade, a déclaré que son pays n'était pas présent à la Conférence de San Francisco qui avait créé l'Organisation des Nations Unies en 1945, mais qu'il participerait parmi les 196 délégations attendues à la Conférence de Paris sur le climat, en décembre prochain. Il s'agit là d'une question existentielle pour tous et, en particulier, pour les petits États insulaires en développement comme le sien, a-t-il dit. À l'époque de la rédaction de la Charte des Nations Unies, la seule menace qui existait était la résurgence d'une autre guerre mondiale. Aujourd'hui, même si cette crainte persiste, le péril serait de ne pas parvenir à un accord sur les conséquences destructrices des changements climatiques, a-t-il prévenu.

La Barbade, à l'instar des autres pays de la région des Caraïbes, estime que la Conférence de Paris doit conduire les participants à un engagement individuel et collectif sur la réduction des gaz à effet de serre, visant à réduire la température de 1,5 degré Celsius. Toutes les parties doivent également s'engager à coopérer pour atteindre cet objectif et se soumettre à un cycle de vérification quinquennal. Toutes les parties doivent enfin s'engager à soutenir les pays les plus vulnérables, notamment les petits États insulaires en développement, a expliqué M. Stuart, en appelant en outre la communauté internationale à aider la République dominicaine qui a récemment subi les conséquences dévastatrices de l'ouragan Erika.

M. Stuart a ensuite observé qu'en dépit des changements positifs intervenus dans le système international, en particulier en termes de régression du colonialisme, de souveraineté des États et d'intégration au système des Nations Unies, peu de progrès ont été faits: les États Membres ont échoué à éliminer le fléau de la guerre, les relations entre États ne sont pas partout amicales, la coopération internationale peine à régler les défis économiques, sociaux et humanitaires, ni même à promouvoir la pleine jouissance des droits de l'homme. Les Nations Unies elles-mêmes n'ont pas prouvé leur capacité à harmoniser les actions des États pour atteindre les objectifs communs. Or, il ne peut y avoir de développement là où ne règne pas la paix. Dans ce contexte, la Barbade se réjouit de la baisse des tensions entre le Venezuela et le Guyana, grâce aux bons offices du Secrétaire général, tout en réitérant son soutien au respect de l'intégrité territoriale du Guyana, a-t-il aussi déclaré.

La Barbade a ratifié le Traité sur le commerce armes, dans l'espoir que cet instrument permettra de prévenir et d'éradiquer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, a assuré le Premier Ministre. Ces armes sont de véritables armes de destruction massive, souvent à l'origine de conflits armés, du trafic de drogues et de la criminalité transnationale organisée, affectant par ailleurs les capacités de développement et déstabilisant des sociétés, a-t-il soutenu. C'est pourquoi, a-t-il dit, la Barbade appuie toutes les initiatives visant à rendre possible l'adoption dudit traité et s'engage à jouer son rôle en la matière. M. Stuart s'est en outre réjoui de la reprise des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis, tout en déclarant attendre avec impatience la levée de l'embargo qui frappe l'île. Il a aussi souhaité qu'une attention particulière soit accordée à la question de la réparation et de la justice dans le cadre du programme de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, comme il est spécifiquement mentionné dans le programme d'activités de ladite Décennie, établi par l'Assemblée générale et dont le thème est « reconnaissance, justice et développement », a-t-il conclu.

« Je suis venu ici pour dire que la transition que je dirige est le fruit de l'insurrection populaire d'octobre 2014, pour dire non à l'arbitraire, au népotisme et à l'injustice d'un régime antidémocratique et pour plaider pour la liberté et la démocratie », a déclaré M. MICHEL KAFANDO, Président de la transition, Ministre de la défense nationale et des anciens combattants, Ministre de la sécurité du Burkina Faso.

« Oui, devant cette Assemblée, je suis venu exalter la liberté, la vraie liberté. » « Je veux exalter la liberté tout court. Pour en avoir été privé un moment, j'en mesure désormais le prix », a solennellement ajouté M. Kafando. S'attardant sur la situation dans son pays, il a déploré qu'au Burkina Faso, « des prétoriens d'un autre âge, ramant à contre-courant de l'histoire », aient tenté de confisquer la démocratie « pour assouvir leurs ambitions sordides ». Le Président du Burkina Faso a remercié la communauté internationale, grâce à laquelle « je parle librement devant,

chose impensable il y a seulement deux semaines lorsque je me suis retrouvé dans les geôles de la sédition ».

M. Kafando est revenu sur les événements du 16 septembre dernier, lorsque son pays avait été victime d'un coup d'État « ignoble, perpétré par des officiers à la solde de politiciens revanchards ». « C'était sans compter avec le peuple burkinabé », a-t-il dit, en précisant que la riposte nationale et populaire avait été spontanée pour barrer la route à « ces aventuriers-là ». M. Kafando a tenu à dire merci « à tous les pays sans exception, ainsi qu'aux organisations internationales, sans oublier les journalistes de par le monde, qui se sont rapidement mobilisés pour faire échouer ce coup de force, permettant ainsi un retour à la normalité et à la légitimité ». Il a conclu cette partie de son discours en demandant aux Nations Unies de continuer à soutenir les efforts du peuple burkinabé pour ancrer une démocratie réelle au Burkina Faso, notamment « à travers la tenue d'élections libres et transparentes que nous allons bientôt organiser ».

Il a ensuite assuré que son pays était pleinement engagé en faveur de l'action initiée par l'ONU pour parvenir à des résultats en matière de développement durable « tangibles et obtenus sur la base de programmes ambitieux et pragmatiques ». « Le Programme d'action adopté à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, jette les bases d'une mise en œuvre efficace du Programme de développement durable à l'horizon 2030 que nous venons d'adopter », a-t-il noté, en fondant l'espoir que le consensus forgé autour des objectifs du développement durable (ODD) sera porteur de bien-être social et économique pour les peuples. À cet égard, il a jugé qu'un pacte environnemental signé à la COP21 pourrait permettre de renforcer la protection de la planète contre les changements climatiques et les agressions environnementales découlant des abus de la société de consommation.

S'exprimant ensuite sur la paix et la sécurité internationales, M. Kafando a déclaré que le Burkina Faso contribuerait aux efforts de la communauté internationale pour combattre le terrorisme et l'extrémisme violent, et qu'il encourageait une solution politique concernant le Sahara occidental: « Le Burkina Faso réaffirme son adhésion à l'Initiative du Maroc pour un statut d'autonomie de la région du Sahara occidental, comme alternative crédible et réaliste dans le dénouement de ce différend », a-t-il ainsi dit. Après avoir, à son tour, demandé la levée totale de l'embargo sur Cuba, M. Kafando a estimé indispensable d'intensifier la coopération internationale pour permettre le relèvement des pays durement éprouvés par l'épidémie d'Ebola.

M. ANEROOD JUGNAUTH, Premier Ministre de Maurice, s'est dit favorable à des partenariats plus solides entre les organisations mondiales et régionales, en soulignant les fruits que cette coopération a pu porter, notamment à Madagascar. Maurice condamne fermement le récent coup d'État au Burkina Faso, a-t-il dit en se félicitant des initiatives prises rapidement par l'ONU,

l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), pour maintenir ce pays sur la voie de la démocratie.

En ce qui concerne les menaces à la paix et à la sécurité mondiales, M. Jugnauth a indiqué que son pays poursuivait sa lutte contre la piraterie en tant que membre du Groupe de contact chargé de cette question. Il a indiqué que Maurice avait adhéré, cette année, au Traité sur le commerce des armes et qu'il avait déposé, hier, les instruments de ratification de la Convention sur les bombes à sous-munitions. La plus grande menace constitue cependant la peur, a-t-il estimé, la peur que les terroristes utilisent pour entraver notre liberté de penser et d'expression.

M. Jugnauth a ensuite appelé de ses vœux la conclusion d'un accord sur le climat à la COP21, qui se tiendra à Paris en décembre prochain, en plaidant également en faveur d'un financement prévisible et d'un partage des technologies pour affronter la menace que posent les changements climatiques. Il s'est félicité que son pays accueille le Centre du Commonwealth sur les compétences en matière de financement pour le climat, qui sera lancé prochainement. Il a aussi soutenu l'objectif 5 relatif à l'autonomisation des femmes et des filles. À cet égard, il a attiré l'attention sur le fait que trois femmes occupent les fonctions de Présidente de la République, de Vice-Présidente et de Présidente de l'Assemblée nationale.

Sur le plan de l'économie, le Premier Ministre a assuré que, malgré les difficultés, son pays visait une croissance de 5,5% à partir de 2017. Il a invité les partenaires de développement à accompagner les efforts de Maurice, un pays qui souffre de ses vulnérabilités de petit État insulaire en développement (PEID), a-t-il souligné. Il a ainsi compté sur les résultats de la Conférence sur le financement du développement qui s'est tenue à Addis-Abeba en juillet. Il a également fait part des efforts de son pays pour améliorer la transparence fiscale.

M. Jugnauth a plaidé en faveur de la représentation de pays africains au Conseil de sécurité, en demandant aussi que les PEID, qui représentent un quart des États Membres de l'ONU, y soient également représentés. Il a demandé de résoudre le différend de souveraineté qui l'oppose au Royaume-Uni sur l'archipel des Chagos et l'île de Tromelin qui, a-t-il affirmé, font partie intégrante de Maurice. Il a cité, à cet égard, la décision du Tribunal arbitral du droit de la mer en date du 18 mars 2015. Il a cependant regretté que le Royaume-Uni ait lancé des consultations sur le supposé relogement de Mauriciens d'origine chagossienne dans l'archipel dans des conditions qui sont à son avis des violations des droits de l'homme. Maurice, a-t-il dit, rejette ces consultations. Enfin, il a plaidé en faveur de la mise en place par l'Assemblée générale de l'ONU d'un mécanisme de suivi de la mise en œuvre de ses résolutions relatives à la décolonisation.

Le financement de la lutte contre les changements climatiques est primordial pour les petits États insulaires, a insisté M. TIMOTHY HARRIS, Premier Ministre de Saint-Kitts-et-Nevis, rappelant que pour son pays, la menace était « existentielle ». C'est pourquoi, a-t-il insisté, l'accès aux

mécanismes de financement comme le Fonds vert pour le climat doit être « simplifié » car les procédures complexes les ont longtemps « paralysés ». M. Harris a salué la décision du Fonds vert pour le climat de réserver la moitié des fonds d'adaptation aux seuls petits États insulaires en développement. Mais là encore, a-t-il répété, « l'accès aux financements doit être simplifié et ajusté ». Simultanément, il a présenté les choix de son État en faveur des énergies renouvelables –éolienne, solaire et bientôt géothermique- pour réduire la dépendance aux énergies fossiles et, ainsi, son empreinte carbone.

Par ailleurs, le Premier Ministre a insisté sur le combat mené par son gouvernement contre la violence et les activités criminelles. Ce combat, a-t-il assuré, a déjà donné lieu à des « résultats encourageants » qui témoignent d'une réduction sensible des principaux crimes. Pour surmonter les défis posés par la criminalité transnationale organisée, le Premier Ministre a souligné que les pays producteurs d'armes doivent contribuer à la lutte contre ce phénomène en s'engageant à réduire la circulation des armes légères et des munitions. « Ces pays doivent faire davantage pour empêcher que ces armes n'atteignent nos rivages », a-t-il dit avant de conclure.

M. EDI RAMA, Premier Ministre de l'Albanie, a rappelé la joie des populations de l'Albanie lors de la visite du pape François il y a un an dans le pays. Le pape avait qualifié l'Albanie de « fraternité religieuse », a indiqué le Premier Ministre pour expliquer la coexistence pacifique entre les différentes communautés du pays.

Se réjouissant d'être parvenu à la paix avec les pays voisins, M. Rama a salué les discussions entre le Kosovo et l'Albanie qui ont permis de trouver des solutions aux questions en suspens. Il a appelé les pays qui ne l'ont pas encore fait à reconnaître le Kosovo. La reconnaissance du Kosovo par l'Assemblée générale sera bénéfique pour la Serbie, a-t-il assuré.

S'agissant des relations avec la Serbie, qui avaient été marquées par la visite historique du Premier Ministre serbe dans son pays, M. Rama a mis l'accent sur l'établissement de coopération avec la Serbie en faveur de la jeunesse. Les jeunes ont été largement consultés pendant l'élaboration des ODD qui tiennent compte de leurs attentes, a-t-il déclaré. Soulignant aussi l'importance de l'éducation, il a parlé de la réforme du cursus scolaire, notamment l'introduction d'une charte des valeurs comme la justice, la lutte contre la criminalité, la tolérance et le respect des différences.

Pour peindre le monde d'aujourd'hui, il faut utiliser les nuances de gris et non le noir et le blanc, a estimé M. Rama pour qui ces valeurs peuvent constituer des ponts qui relieront les esprits et les cœurs afin de réaliser un avenir meilleur. « Il faut montrer aux jeunes la bonne voie et ils la suivront », a-t-il conclu.

M. WALID AL-MOUALEM, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et des expatriés de la République arabe syrienne, a déploré que des pays soutiennent encore les terroristes dans sa région, regrettant que des États Membres puissants intimident d'autres États Membres qui veulent appliquer le droit international. Des pays diffusent des idéologies extrémistes, y compris en Europe, a-t-il prévenu. Il a énuméré les horreurs commises dans son pays par les groupes terroristes, à savoir Daech/EIIL, le front el-Nosra et les autres groupes affiliés aux organisations terroristes.

La Syrie continuera à lutter contre le terrorisme, a-t-il affirmé, en assurant que l'armée syrienne était capable de s'en débarrasser. Il a prévenu que le califat que souhaitaient créer les terroristes ne se limiterait pas à la Syrie ou à l'Iraq. La Syrie, a-t-il rappelé, a toujours demandé un dialogue politique basé, en priorité, sur la lutte contre le terrorisme. « Nous voulons maintenir les institutions de l'État et améliorer leur fonctionnement », a-t-il déclaré, en précisant que ce dialogue national devait être géré par la Syrie sans ingérence étrangère.

M. Al-Moualem a rappelé avoir voulu participer aux conférences de Genève II et à Moscou I et II, avant d'annoncer son intention de participer aux quatre comités d'experts proposés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général en Syrie, M. de Staffan de Mistura. Le peuple syrien est uni contre le terrorisme, a-t-il martelé, en invoquant tous les sacrifices faits pendant quatre ans. Il a insisté sur le fait que « la décision du peuple syrien appartient au peuple syrien ».

Le Vice-Premier Ministre a indiqué que son gouvernement soutenait l'initiative russe de créer une coalition internationale pour contrer le terrorisme, car « le terrorisme ne peut pas être combattu seulement par la voie aérienne ». Les tirs aériens ne sont utiles que s'ils sont menés en coopération avec l'Armée syrienne, la seule force en Syrie qui combat le terrorisme, a-t-il expliqué.

M. Al-Moualem a ensuite dénoncé les attaques commises par Israël contre la Syrie, l'accusant de fournir des armes aux terroristes. Il a aussi exprimé sa volonté de récupérer le Golan syrien occupé. La question palestinienne, a-t-il dit, est essentielle aux yeux du peuple syrien qui soutient le droit à l'autodétermination et à la création d'un État indépendant.

Enfin, il a rappelé que son pays avait adhéré à la Convention sur l'interdiction des armes chimiques et rempli les obligations qui en découlent. Il a aussi salué l'accord historique conclu avec l'Iran sur son programme nucléaire et appelé de ses vœux la levée des sanctions contre ce pays. La création d'une zone exempte d'armes de destruction massive dans la région ne sera pas possible sans la participation d'Israël, la seule puissance nucléaire de la région, a-t-il estimé. Le Vice-Premier Ministre s'est aussi félicité de l'accord conclu entre Cuba et les États-Unis pour lever le blocus, avant d'appeler à lever toutes mesures unilatérales coercitives contre son pays et d'autres, notamment la République populaire démocratique de Corée.

M. GUNNAR BRAGI SVEINSSON, Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de l'Islande, a notamment salué l'objectif 5 sur l'égalité entre les sexes qu'il a présenté comme la clef du développement durable, et l'objectif 2 sur la « faim zéro », convaincu qu'il peut être atteint en préservant et assurant la gestion durable des deux sources alimentaires que sont l'océan et la terre. Il a rappelé que la gestion des « pêches inefficaces » et le manque d'infrastructure dans ce secteur coûtent près de 50 milliards de dollars chaque année. Aussi, les terres arables, qui représentent la même taille que celle de l'Afrique du Sud, se dégradent chaque année, s'est alarmé le Ministre qui a proposé « un plan pour faire face à ce problème ». Concernant les changements climatiques, il a indiqué qu'à la Conférence de Paris sur le climat, en décembre prochain, l'Islande s'engagera vers un accord mondial à long terme et a l'intention, avec les pays en Europe, de réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre avant 2030.

S'exprimant ensuite sur la question des droits de l'homme, M. Sveinsson s'est dit préoccupé par le sort de M. Ali Mohammed al-Nimr, un mineur de 17 ans condamné en Arabie saoudite à la peine capitale. Il a appelé l'Arabie saoudite à respecter ses obligations en vertu du droit international et à commuer sa peine. Il a ensuite qualifié la terrible crise des réfugiés de véritable exode. « Nous avons vu en une seule année plus de 500 000 réfugiés et migrants traverser la mer Méditerranée qui ont fui leur pays en conflit pour se rendre en Europe et des millions d'autres qui ont trouvé refuge dans les pays voisins », a-t-il rappelé. En Syrie, le Conseil de sécurité doit unir ses forces pour arrêter le bain de sang. Il incombe à toute la communauté internationale de rechercher une solution pour réduire la souffrance des réfugiés. L'Islande a consacré 16 millions de dollars pour contribuer au financement de l'aide à ces réfugiés et soutenir les travaux des organismes des Nations Unies sur le front.

Le Ministre s'est dit convaincu que la solution des deux États reste la seule voie viable pour instaurer la paix entre Israël et la Palestine. Il a aussi appelé à ne pas oublier le Sahara occidental. Concernant la réforme des Nations Unies, il a dit qu'il était temps pour des femmes candidates d'être sérieusement considérées pour les postes de Secrétaire général de l'ONU et de Président de l'Assemblée générale. S'agissant du Conseil de sécurité, il a appuyé l'initiative conjointe de la France et du Mexique sur l'utilisation du veto et le code de conduite contre le génocide et les crimes contre l'humanité présentée par le Groupe ACT (Responsabilité, cohérence et transparence).

CHEICK KHALID BIN AHMED BIN MOHAMED AL KHALIFA, Ministre des affaires étrangères du Royaume de Bahreïn, a tout d'abord présenté ses condoléances aux familles des victimes de la bousculade qui a causé des centaines de morts à la Mecque la semaine dernière, ainsi qu'au monde musulman tout entier. Le Royaume frère d'Arabie saoudite déploie tous les efforts pour assurer la sécurité des pèlerins. Quiconque le nie ignore les responsabilités dont s'acquitte l'Arabie saoudite. C'est pourquoi le Bahreïn déplore les allégations exprimées devant

l'Assemblée par le Président iranien, M. Hassan Rohani, et rejette les tentatives d'affaiblir les efforts entrepris, a-t-il dit.

Le Ministre a ensuite déclaré que son pays avait fait d'énormes progrès en matière de développement durable, alors que l'Assemblée générale vient d'adopter le Programme de développement pour l'après-2015. Bahreïn a ainsi obtenu de remarquables résultats dans les domaines de l'éducation, de l'autonomisation de la jeunesse, de la lutte contre la pauvreté, l'illettrisme et pour la promotion du concept de droits de l'homme. Avec un taux de croissance moyen de 5% par an ces cinq dernières années, Bahreïn a répondu aux aspirations de son peuple. Le monde a pu témoigner de ces progrès en décernant à Bahreïn le prix 2015 du développement durable, a-t-il encore assuré.

Le Ministre a ensuite partagé le consensus selon lequel tous les objectifs de Nations Unies n'avaient pas été atteints, en particulier au Moyen-Orient. Cette région, a-t-il regretté, connaît encore des guerres, des conflits, l'occupation, ou l'ingérence de puissances étrangères qui agissent en violation de la souveraineté des États, en exploitant et finançant les activités de groupes terroristes armés dans le but de détruire ou de modifier les identités nationales et culturelles. Parmi ces pays qui violent le principe de non-ingérence et de bon voisinage, il a cité l'Iran qui, a-t-il dit, par le biais de groupes terroristes, porte atteinte à la souveraineté de Bahreïn. Il y a deux jours, les autorités du Bahreïn ont découvert la cache et une fabrique de bombes de l'un de ces groupes, situées dans un quartier densément peuplé. À de nombreuses occasions, Bahreïn a appelé l'Iran à entretenir de meilleures relations de bon voisinage, a-t-il dit, en ajoutant que la paix et la sécurité dans la région en dépendait.

Le Ministre des affaires étrangères a aussi indiqué qu'avec les autres pays du Conseil de coopération du Golfe, Bahreïn apportait un soutien au peuple du Yémen, qui se bat contre les groupes armés soutenus par l'Iran. La confrontation militaire est inévitable, a-t-il prévenu, avant de préciser que son pays se tenait aux côtés du peuple du Yémen et de ses aspirations. Il est regrettable que de nombreux pays nourrissent des groupes terroristes dans le but d'étendre leur sectarisme religieux et mettre en œuvre leur agenda politique et contrôler des pays.

M. Al Khalifa a en outre condamné l'occupation de la mosquée Al-Aqsa par les autorités israéliennes, en soulignant que cette occupation illégale risquait d'exacerber les tensions et la haine dans la région. Bahreïn se réjouit que le drapeau de l'État de Palestine flotte au Siège de l'Organisation des Nations Unies. C'est un premier pas vers la reconnaissance complète de ce pays en tant que membre à part entière des Nations Unies, a-t-il estimé.

Tout en se réjouissant de l'accord sur le nucléaire iranien, Bahreïn reste convaincu que cet accord ne règle pas tous les problèmes et n'élimine pas toutes les tensions dans la région. L'Iran continue de représenter une menace pour les pays de la région, avec son soutien

aux groupes terroristes armés et par son ingérence permanente dans les affaires intérieures des autres. L'Iran continue par exemple d'occuper trois îles appartenant aux Émirats arabes unis, en l'occurrence les îles d'Abu Moussa, de Grande et de Petite Tunb, a averti le Ministre des affaires étrangères. C'est pour cette raison que le Bahreïn reste en faveur d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région, incluant y compris Israël. Bahreïn appuie par ailleurs les autorités de l'Égypte et se félicite de la construction du nouveau canal de Suez. Bahreïn appuie en outre l'intégrité territoriale du Maroc concernant le Sahara occidental ainsi que l'initiative de paix marocaine sur le sujet.

M. WILFRED ELRINGTON, Ministre des affaires étrangères de Belize, a estimé que de tous les périls pesant actuellement sur le monde, ce sont les changements climatiques qui menacent véritablement son existence. Se basant sur des études scientifiques, il n'a pas écarté que les changements climatiques puissent provoquer à terme l'érosion irréversible des sources naturelles d'approvisionnement alimentaire et, par conséquent, « une famine planétaire de masse ». Pour M. Elrington, « il faut s'attaquer au problème vital des changements climatiques de la même manière que l'on traite, dans l'urgence, un malade en phase terminale ». Il a ainsi exhorté la communauté internationale à déployer tous les efforts possibles, et ce qu'en soit leur coût. « Les pays riches doivent cesser de croire que les objectifs qu'ils se sont fixés en matière de réduction de CO2 relèvent de la philanthropie ou de l'altruisme. » « Leurs investissements ne sont pas autre chose que des investissements vitaux pour la survie de la planète et de tous ses habitants, à commencer par ceux des petits États insulaires en développement et des pays de faible altitude ! » s'est-il exclamé.

M. Elrington a fait remarquer que si les nations les plus riches échouent à maintenir le réchauffement climatique à 2 degrés Celsius par rapport à l'ère préindustrielle, ces pays disparaîtront. « Ce sont d'autres peuples vulnérables qui paient le prix de l'opportunisme politique », a-t-il poursuivi, en citant les souffrances endurées, en particulier par les femmes et enfants syriens, palestiniens et nigériens. Assurant que son pays appuyait les initiatives en cours pour rendre l'ONU plus efficace dans le maintien de la paix et la résolution des conflits, il a exhorté l'Organisation à entendre « enfin » l'appel de 23 millions de Taiwanais désireux d'apporter leur contribution au règlement des grands problèmes de notre époque.

Mme AURELIA FRICK, Ministre des affaires étrangères du Liechtenstein, a estimé que, même si l'ONU est investie d'une tâche monumentale, elle ne peut pas justifier son échec dans l'accomplissement de sa mission centrale, donnant l'exemple des abus sexuels par des Casques bleus et celui de la Syrie. « Nous devons mieux faire! » a-t-elle lancé. Elle a rappelé les dégâts les plus importants causés par les échecs du Conseil de sécurité: le Rwanda, Srebrenica et maintenant la Syrie.

La Ministre a ainsi expliqué pourquoi son pays avait mené une discussion dans le cadre du Groupe ACT (responsabilité, cohérence, transparence) qui a débouché sur un code de conduite pour le Conseil de sécurité en cas de génocide, de crime contre l'humanité et de crime de guerre. Ce code de conduite est un engagement politique volontaire auquel tout État peut adhérer, a-t-elle précisé. Il prône l'adoption de mesures décisives et rapides par le Conseil de sécurité pour mettre fin ou prévenir des atrocités de masse, ainsi que l'engagement de ne pas s'opposer à des projets de résolutions crédibles visant cet objectif. Il s'agit donc d'être constructif et de ne pas faire obstruction aux mesures que peut prendre le Conseil de sécurité. La Ministre a précisé que 60 États s'étaient déjà engagés à le respecter, espérant qu'il y en aurait encore beaucoup d'autres d'ici le lancement du code, le 23 octobre prochain.

Mme Frick a ensuite appelé à investir davantage, tant politiquement que financièrement, dans la diplomatie préventive, et ce en incluant les femmes. Elle a aussi soutenu la Cour pénale internationale en invitant les pays qui ne sont pas encore parties au Statut de Rome à y adhérer, avant de recommander également de ratifier l'amendement de Kampala qui prévoit le crime d'agression. En concluant son intervention, elle a exprimé le souhait de son pays de contribuer à une solution durable aux conflits actuels, une solution basée sur le droit international et les droits de l'homme.

Mme CLARICE MODESTE-CURWEN, Ministre des affaires étrangères de la Grenade, a souligné les conséquences des changements climatiques sur le monde et en particulier sur les petits États insulaires en développement (PEID) comme le sien. Elle a exhorté le Conseil de sécurité à continuer à donner toute l'attention nécessaire aux circonstances particulières de ces pays face aux préoccupations sécuritaires traditionnelles et non traditionnelles. Elle a aussi appelé de ses vœux la conclusion d'un accord juridiquement contraignant à la COP21 en décembre prochain, afin de maintenir l'élévation de la température mondiale à moins de 2 degrés Celsius au-dessus des niveaux préindustriels. Il faut dès maintenant un consensus sur les changements climatiques, y compris sur le financement, a-t-elle exigé. La Ministre a saisi cette occasion pour remercier les partenaires internationaux qui soutiennent les capacités d'adaptation et d'atténuation dans son pays.

Le Gouvernement de la Grenade, a-t-elle poursuivi, avait lancé un programme, il y a deux ans, pour ajuster les politiques fiscales et mener une réforme structurelle, afin de stimuler la croissance et la compétitivité et de renforcer le secteur financier. Le pays a ainsi accompli des progrès significatifs, a-t-elle dit, avant d'appeler la communauté internationale à tenir ses promesses en matière d'aide publique au développement. Elle a averti du risque de faire passer de manière trop prématurée les PEID dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire. Elle a plaidé, à cet égard, en faveur d'indicateurs plus holistiques car, a-t-elle expliqué, le revenu par habitant ne doit pas être la seule mesure du développement dans le contexte de la vulnérabilité aux changements climatiques.

Mme Modeste-Curwen a aussi plaidé en faveur du renforcement des partenariats, notamment ceux prévus dans les *Orientations de Samoa*, pour mettre en œuvre le programme de développement durable. Elle a en outre plaidé la cause des personnes déplacées à la suite de conflits dans le monde, avant d'appeler les États Membres à mettre en œuvre l'ODD 11 en promouvant le dialogue et la diplomatie dans la résolution des conflits. À cet égard, elle s'est félicitée du rapprochement entre les États-Unis et Cuba et appelé à lever totalement l'embargo en vigueur à Cuba. Enfin, elle a demandé que l'on poursuive la réforme du Conseil de sécurité et le renforcement de l'Assemblée générale de l'ONU.

M. JEAN CLAUDE GAKOSSO, Ministre des affaires étrangères de la République du Congo, a mis en exergue les difficultés de l'Afrique centrale, citant en particulier les atrocités commises au Nigéria, au Niger, au Cameroun et au Tchad par le groupe Boko Haram. « Face à la gravité de cette menace terroriste d'un genre nouveau, les États de la région ont pris conscience de la nécessité de lui opposer une réponse commune », a indiqué le Ministre congolais en expliquant que la Communauté économique des États de l'Afrique centrale s'est mobilisée contre cette organisation terroriste et sectaire. À ce tableau préoccupant, s'ajoute la persistance de tensions au Mali et au Soudan du Sud, a-t-il dit, avant de préciser que la République du Congo conduisait avec détermination la médiation internationale de la crise en République centrafricaine.

Il a expliqué que le Forum de réconciliation, qui s'est tenu à Bangui en mai 2015, a abouti à des conclusions qui illustrent la volonté des Centrafricains de tourner définitivement la page des crises récurrentes. L'aspiration légitime à la paix reste subordonnée à l'heureux aboutissement du processus électoral, a rappelé M. Gakosso. Il a insisté sur l'appui de l'ensemble de la communauté internationale pour faire aboutir la transition à l'échéance du 31 décembre. Le Ministre des affaires étrangères congolais s'est inquiété surtout de la fragilité du processus de transition en notant que les douloureux événements de ces derniers jours risquent de compromettre tous les efforts consentis. Il a remercié l'engagement constant du Groupe international de contact et les efforts de toutes les forces engagées en Centrafrique, tout d'abord dans le cadre de la MISCA puis de la MINUSCA, puis dans le cadre de l'opération Sangaris et enfin dans le cadre de l'EUFOR.

Par ailleurs, le Ministre congolais des affaires étrangères a précisé que son pays faisait partie de ceux qui disposent d'une stratégie nationale de développement durable qu'il a définie comme un instrument essentiel de planification stratégique. « Son pays est aussi parmi ceux où la pratique démocratique se consolide et se renforce chaque jour davantage, notamment à travers un processus de consultations citoyennes permanentes entre opposition et majorité, en vue de scrutins apaisés, a-t-il encore dit. Grâce à la paix et la stabilité dont il jouit et conscient que les manifestations sportives contribuent à la promotion de l'éducation, de la santé, du développement et de la paix, le Gouvernement congolais avait organisé, avec succès, du 4 au 9

juillet dernier, les onzièmes Jeux africains « dont Brazzaville est le berceau historique », a-t-il dit avant de conclure.

M. MANUEL SALVADOR DOS RAMOS, Ministre des affaires étrangères et des communautés de Sao Tomé-et-Principe, a mentionné six piliers en vue du développement économique et durable de l'Afrique, parmi lesquels une croissance inclusive, l'innovation et la technologie, un environnement durable et la paix et la sécurité. Il a également exhorté les Nations Unies à adapter leurs programmes aux réalités spécifiques du continent africain.

Estimant que la résolution de la question du Sahara occidental exigeait un engagement accru de la communauté internationale, il a appelé toutes les parties à revenir à la table des négociations et à s'accorder sur une solution politique mutuellement acceptable. Il s'est en revanche félicité du récent règlement de la situation politique en Guinée-Bissau. « Nous condamnons dans les termes les plus forts les crimes répétés et odieux commis par le groupe Boko Haram dans le pays frère et voisin du Nigéria », a-t-il dit, en ajoutant que rien ne pouvait justifier de telles atrocités.

Le Ministre des affaires étrangères et des communautés de Sao Tomé-et-Principe a ensuite affirmé que les individus de tous âges qui fuient des zones en guerre pour se rendre en Europe ne sont pas des migrants. « Ce sont des réfugiés! Ils ne fuient pas la pauvreté et la faim, ils cherchent littéralement à échapper à la mort! » a-t-il affirmé. Invitant à tirer les enseignements de cette crise, il a mis en garde contre les tentatives visant à promouvoir et à exporter la démocratie d'une manière exogène et intrusive, ou pire, par l'agression ou la violence.

Soulignant la vulnérabilité de son pays aux conséquences des changements climatiques, dont l'érosion graduelle de ses côtes et le débit moindre de ses rivières, M. Dos Ramos a déclaré qu'il était essentiel d'aboutir à un accord lors de la prochaine Conférence de Paris sur le climat. « Nous espérons qu'un tel accord renforcera l'obligation internationale de toutes les parties signataires de débloquer des fonds en faveur du suivi scientifique des changements climatiques et du transfert de technologies en faveur des pays en développement. »

En conclusion, le Ministre a plaidé pour la levée de l'embargo commercial qui frappe Cuba et recommandé, à la lumière des « progrès politiques accomplis par les parties des deux côtés du détroit de Taïwan », que Taïwan participe aux institutions spécialisées des Nations Unies, comme cela est déjà le cas pour l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

M. IBRAHIM AHMED GHANDOUR, Ministre des affaires étrangères du Soudan, a déclaré que son pays avait prêté une attention particulière aux négociations intergouvernementales ayant abouti à l'adoption du programme de développement pour l'après 2015. Le Soudan réaffirme ainsi sa détermination à atteindre les objectifs inscrits dans ce document, en renforçant le

processus de paix et en promouvant la stabilité et le développement économique, en dépit des sanctions économiques unilatérales qui le frappe, a-t-il assuré. Le Ministre a également déclaré que son pays avait placé de grands espoirs après la signature de l'Accord de paix global en 2005 et la signature de l'Accord de paix de Doha en 2011. Le Soudan avait souhaité qu'en application de ces accords, une attention serait accordée aux problèmes économiques auxquels il est confronté, en particulier la question de la dette extérieure qui mine ses capacités de développement. Il avait également espéré un traitement identique à celui accordé à d'autres pays sortant d'un conflit. Mais en dépit de tous les efforts entrepris par le pays en faveur de la paix et la stabilité, le Soudan a subi des pressions sans fin, des sanctions, le boycottage ou encore des mesures coercitives unilatérales, politiquement motivées et sans aucune justification légale, a-t-il dit.

Le Soudan a fait des progrès significatifs, notamment en matière de lutte contre la pauvreté, dans le domaine de l'éducation, de l'égalité entre les sexes. Le Soudan a également renforcé les valeurs de démocratie et de bonne gouvernance, comme en témoignent les élections parlementaires transparentes qui se sont tenues en avril dernier, ou encore l'initiative de dialogue national inclusif lancée en janvier 2014, à laquelle avaient participé plus de 87 parties pour discuter des questions de paix, de pauvreté, de politique internationale ou de libertés fondamentales et de droits de l'homme. Le Soudan a également fait des progrès en matière de droits de l'homme, avec notamment l'adoption d'une stratégie nationale, aujourd'hui mise en œuvre par toutes les administrations du pays. Le Soudan coopère par ailleurs pleinement avec tous les mécanismes des Nations Unies, dont l'Expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Soudan, l'Examen périodique universel et avec tous les envoyés spéciaux du Secrétaire général. Il combat aussi le crime transfrontalier. Il a ainsi signé plusieurs accords bilatéraux avec les pays voisins, la Libye, le Tchad, la République centrafricaine et le Soudan du Sud, dans le but de mieux lutter contre la criminalité organisée, le trafic d'armes et la traite des personnes, a encore assuré M. Ghandour.

Le Soudan est en revanche opposé à toute tentative de récupération politique du droit international. La relation entre le Conseil de sécurité et la Cour pénale internationale en est un exemple, a-t-il dit, en affirmant que cette relation était devenue un outil pour cibler exclusivement les dirigeants africains. Or, le monde ne pourra pas changer sans un ordre international juste, équitable et universellement acceptable, a prévenu le Ministre. Le système international actuel ne peut plus être maintenu, alors que le monde s'est considérablement transformé. C'est pour cette raison que le Soudan appelle à une réforme structurelle des Nations Unies et du Conseil de sécurité qui intègre une représentation équitable de tous les pays, a conclu M. Ghandour.

CHEIKH ABDULLAH BIN ZAYED AL NAHYAN, Ministre des affaires étrangères des Émirats arabes unis, a observé que la recrudescence de la violence ces dernières années était la plus forte depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les méthodes employées par les groupes terroristes

tels que Al-Qaida ou Daech n'ont aucun lien avec l'Islam, qui est une religion de paix, a-t-il tenu à préciser. Les Émirats arabes unis condamnent fermement ces méthodes et appellent la communauté internationale à renforcer la position stratégique de l'Égypte dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme, a encore déclaré le Ministre.

La participation de son pays dans la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite au Yémen témoigne de la volonté d'éradiquer ces groupes, a ensuite expliqué le Ministre. Les Émirats, a-t-il précisé, n'interviennent pas que militairement dans ce conflit. Ils répondent aussi aux besoins humanitaires et, à ce jour, ils ont participé à hauteur de 200 millions de dollars pour assurer l'accueil des réfugiés résultant de cette intervention, a-t-il ajouté. Les Émirats sont en outre préoccupés par la situation en Libye et demandent la levée de l'embargo qui frappe ce pays, afin d'aider ses autorités à mieux lutter contre les groupes qui y sèment le chaos. La situation en Syrie est aussi une source de préoccupation pour les Émirats arabes Unis. Ils appellent la communauté internationale à aider les parties à trouver une solution politique pour la sortie de crise. Pour leur part, les Émirats ont accordé plus de 530 millions de dollars au titre de l'assistance humanitaire et de l'accueil des réfugiés fuyant les combats en Syrie, a souligné le Ministre.

S'agissant de la crise iraquienne, M. Al Nahyan a appelé les autorités à s'engager dans un dialogue politique inclusif, afin de sortir des divergences sectaires qui ont miné le pays et qui aujourd'hui servent les intérêts de ceux qui veulent déstabiliser la région. La lutte contre les milices Al-Chabab en Somalie exige des efforts concertés de la communauté internationale, a estimé le Ministre. Pour rétablir la sécurité et la paix, il faudrait respecter la souveraineté des États et s'abstenir de s'ingérer dans les affaires intérieures des États, a-t-il rappelé. C'est pour cela que l'Iran ne peut pas parler de la sécurité des pèlerins en Arabie saoudite et doit se retirer des îles Abou Moussa, Grande Tunb et Petite Tunb, a fait remarquer le Ministre avant de conclure.

M. MUHAMMAD JUSUF KALLA, Vice-Président de l'Indonésie, a déclaré que l'Onu avait été créée au moment où son pays accédait à l'indépendance, il y a 70 ans. Avec 2 700 soldats de la paix, l'Indonésie, s'est-il félicité, se targue d'être le onzième contributeur aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. L'un des succès de l'ONU, a-t-il noté, a été remporté dans le domaine du maintien de la paix. Il a néanmoins regretté le fait qu'il y ait toujours de nombreux conflits à travers le monde, citant ainsi la question de Palestine ou les crises en Libye, au Yémen et en Syrie. Pour ce dernier cas, il a dénoncé la destruction par Daech de vestiges d'une grande civilisation qui font partie du patrimoine commun de l'humanité.

Il a également dénoncé le terrorisme qui sévit à travers le monde, en rappelant que l'Indonésie avait toujours apporté sa contribution à la lutte contre ce fléau. L'Indonésie est prête à apporter son appui aux efforts visant à régler pacifiquement les conflits, a assuré le Vice-

Président. M. Kalla a ainsi rappelé qu'en août dernier, son pays avait commémoré le dixième anniversaire de la signature des Accords d'Helsinki entre le Gouvernement indonésien et les séparatistes du Mouvement de libération d'Atje (GAM), qui avaient mis fin à plus de 30 années de guerre civile. La communauté internationale doit déployer davantage d'efforts en matière de désarmement, notamment le désarmement nucléaire, et prendre des mesures vigoureuses pour lutter contre le terrorisme et le trafic illégal des armes légères et de petit calibre.

M. Kalla a par ailleurs regretté le fait que les « nations riches », représentant à peine 20% de la population mondiale, consomment 70% des ressources de la planète. Il a aussi déploré le peu de progrès en matière de lutte contre les changements climatiques, 20 ans après la première Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP1). Il a également fait part de sa déception face au peu d'avancées en vue de conclure le Cycle de négociations de Doha pour le développement. Le Vice-Président de l'Indonésie a estimé que la cause de ces nombreux blocages et défis résulte des faibles progrès dans la réforme de l'ONU, convaincu que les organisations régionales telles que l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) devraient jouer un rôle accru pour compléter les efforts de l'ONU. Il a plaidé pour une ONU plus inclusive et reflétant mieux les nouvelles réalités géopolitiques. Il a également appelé l'ONU à œuvrer davantage en coopération avec les organisations régionales, afin de mieux gérer les crises régionales. Il a en outre plaidé pour le renforcement de la coopération Sud-Sud, avant d'annoncer que l'Indonésie entendait créer le Centre afro-asiatique visant à revitaliser le partenariat entre les deux continents.

M. ALBERT F. DEL ROSARIO, Secrétaire d'État aux affaires étrangères des Philippines, a réaffirmé l'attachement de son pays aux causes de la paix et du développement durable à travers ses priorités et positions nationales sur des questions allant des changements climatiques à l'état de droit; de l'adhésion à l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) et à l'ASEAN au désarmement et la non-prolifération; sans oublier les migrations, la traite des êtres humains, le maintien de la paix et la réforme des Nations Unies. Le Programme de développement durable et l'architecture mondiale du développement doivent, selon lui, mettre l'accent sur le pilier de la résilience des populations face aux changements climatiques. Pour faire partie des pays qui sont régulièrement frappés par des catastrophes naturelles, les Philippines ne sont que trop conscientes de l'urgence d'une économie qui résiste aux aléas climatiques. Il a expliqué que son pays restera activement engagé, en particulier dans les domaines de la résilience, la réduction des risques de catastrophe et leur gestion ainsi que dans la lutte contre les dérèglements climatiques.

En tant que Président du Forum des pays vulnérables aux changements climatiques (CVF), les Philippines n'épargneront aucun effort pour parvenir à un résultat significatif lors de la Conférence de Paris sur le climat (COP 21) et plaident en faveur d'un accord juridiquement contraignant universel et équitable. En matière de réduction des risques de catastrophe, le

Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, qui reconnaît la responsabilité première des États, doit s'appliquer même si, a estimé M. del Rosario, cette responsabilité doit être partagée avec le gouvernement local, le secteur privé et d'autres parties prenantes.

S'agissant du différend maritime dans le sud de la mer de Chine, les Philippines ont placé leur confiance dans les règles et institutions internationales, notamment l'arbitrage, parce qu'elles reconnaissent le mérite du droit international qui place les petits États sur un pied d'égalité avec les plus forts, a assuré le Secrétaire d'État. M. del Rosario est également revenu sur le rôle de l'ASEAN et l'intégration prochaine des économies de ses 10 États membres pour en faire « la communauté de l'ASEAN ». Il reste convaincu que le partenariat ONU-ASEAN a profité à la paix et la stabilité de la région. Concernant la question des migrations, il a estimé que cela relevait de la responsabilité collective des États et que les droits de l'homme des migrants devraient être respectés en toute circonstance.

La réforme des Nations Unies, le renforcement des pouvoirs de l'Assemblée générale et une rationalisation de son ordre du jour et des grandes commissions de l'Assemblée sont des questions prioritaires pour les Philippines qui demandent en outre une réforme du Conseil de sécurité pour qu'il devienne plus inclusif, démocratique, transparent et redevable, a souligné M. del Rosario. Il a ajouté que son pays était en faveur de la désignation d'une femme à la tête de l'ONU, tout en tenant compte du principe de la rotation géographique.

M. ARNOLD NICHOLSON, Ministre des affaires étrangères et du commerce de la Jamaïque, a souhaité que les réalités des petits États insulaires en développement, dont l'existence même est menacée par les changements climatiques, soient prises en compte dans la mise en œuvre du nouveau programme de développement. Il s'est inquiété pour « l'île sœur » de la Dominique, ravagée par la récente tempête tropicale Erika, et pour les Bahamas, frappées en ce moment même par l'ouragan Joaquin. Mais il s'est dit encouragé par les engagements pris dans le cadre de « La voie à suivre » du Samoa et du Programme d'action d'Addis-Abeba. En outre, en tant qu'hôte de l'Autorité internationale des fonds marins, la Jamaïque suit avec grand intérêt « les développements qui ont un impact sur la préservation et l'utilisation durable des ressources de l'océan pour le bienfait de l'humanité ».

M. Nicholson a rappelé que lors de son deuxième sommet, qui s'était tenu en 2014 à Cuba, la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC) a proclamé l'Amérique latine et les Caraïbes « Zone de paix ». Vantant les mérites du dialogue et du respect mutuel, il a salué le réchauffement des relations entre les États-Unis et Cuba et a demandé la levée complète de l'embargo. Particulièrement préoccupé par la prolifération des armes à feu qui « mettent en danger la vie des citoyens ordinaires, sapent l'état de droit, menacent la stabilité

économique et sociale et alimentent la criminalité violente », il a appuyé l'application du Traité sur le commerce des armes.

Le Ministre a défendu les droits des personnes handicapées et souligné que la Jamaïque avait depuis longtemps promu les droits des femmes. Après avoir salué le lancement de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, en décembre dernier, il s'est félicité de voir que le monument intitulé « L'Arche du retour », érigé en hommage aux victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves, avait trouvé sa place au Siège de l'ONU.

M. U WUNNA MAUNG LWIN, Ministre des affaires étrangères du Myanmar, a rappelé les efforts déployés ces dernières années par son gouvernement en matière de désarmement, notamment en signant le protocole additionnel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en septembre 2013 et en ratifiant la Convention sur les armes biologiques et de la Convention sur les armes chimiques en décembre 2014. Le Chef de la diplomatie du Myanmar a ensuite fait état des progrès enregistrés par son pays pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de sa volonté de faire de même pour les objectifs de développement durable (ODD). Mais il a dénoncé les sanctions « unilatérales » imposées aux pays en développement, appelant à leur « levée immédiate ».

Abordant la situation dans son pays, le Ministre a rappelé que des réformes démocratiques avaient débuté en 2011 et qu'une nouvelle culture politique fondée sur le dialogue prenait racine au Myanmar. Il a indiqué que d'anciens prisonniers avaient été amnistiés et autorisés à prendre part au processus de consolidation de la nation, tandis que des activistes, des journalistes, des entrepreneurs et des universitaires en exil ont pu rentrer chez eux. M. Lwin s'est également félicité des succès obtenus par les réformes du secteur économique, marqué par un taux de croissance de 8% en moyenne au cours des quatre dernières années. Assurant ensuite que son pays était engagé en faveur de la liberté confessionnelle, il a estimé que son gouvernement avait non seulement réussi à prévenir de nouvelles violences dans l'État de l'Arakan, mais aussi à y promouvoir une culture de paix grâce à un dialogue interconfessionnel. « La paix et la stabilité ont été rétablies », a insisté le Ministre. « À l'heure où je m'adresse à vous, plus de 20 organisations différentes fournissent un assistance humanitaire dans cet État », a-t-il poursuivi, avant de préciser qu'un Groupe de l'amitié interconfessionnel au Myanmar avait été établi pour « établir des passerelles » entre les communautés à travers tout le pays.

Convaincu que la paix est une condition sine qua non pour la réconciliation nationale, le Président U Thein Stein, a noté le Ministre, a « tendu une branche d'olivier » aux groupes armés peu de temps après avoir pris ses fonctions, dans le but avoué de rétablir une paix durable dans le pays. Les négociations se poursuivent pour déterminer le calendrier et les modalités de la signature de l'accord de cessez-le-feu national. Pour sa part, a-t-il ajouté, le Gouvernement du Myanmar est acquis à ce document. Parallèlement, les efforts se poursuivent pour promouvoir

et protéger les droits de l'homme dans le pays, comme en témoignent la reconstitution de la Commission nationale des droits de l'homme en 2014 et la signature du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. M. Lwin a rappelé en conclusion à quel point 2015 est une année importante pour son pays, qui tiendra des élections générales « libres, transparentes et justes » le 8 novembre prochain.

Mme AÏCHATOU BOULAMA KANÉ, Ministre d'État en charge des affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine et des nigériens de l'étranger, a salué les nombreux succès de l'ONU au cours de ses 70 ans d'existence, notamment en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Elle a noté que les opérations du maintien de la paix, menées de plus en plus avec la coopération des organisations régionales, avaient nettement évolué à travers le temps.

Elle s'est cependant dite préoccupée par la crise sécuritaire au Soudan du Sud, en Centrafrique et en Libye. Elle a aussi appelé à la mise en œuvre de l'Accord d'Alger pour la paix au Mali. Soulignant que le terrorisme constitue un grand défi à la paix et la sécurité internationales, elle a salué la mobilisation de la communauté internationale pour mettre fin à ce fléau. Elle a en outre salué la mobilisation des États membres de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT) et du Bénin pour neutraliser le groupe Boko Haram. Ce groupe extrémiste et violent n'a pas d'avenir et sera vaincu, a-t-elle dit, en précisant par ailleurs que ces terroristes se réclamant de l'Islam n'en font pas partie.

Au sujet des migrations, la Ministre a assuré que le Niger entendait tout mettre en œuvre pour résoudre le problème, car il est lui-même un territoire d'origine, de transit et de destination de migrants. Elle a ainsi prôné des solutions d'ordre sécuritaire, économique et écologique, compte tenu du nombre de personnes fuyant leur foyer à cause de l'insécurité ambiante ou de contraintes économiques, ou encore pour se protéger d'un phénomène climatique extrême, a-t-elle expliqué. À cet égard, elle a souhaité que la COP21, qui se tiendra à Paris en décembre prochain, permette de trouver un accord universel juridiquement contraignant pour tous. Elle a aussi dit espérer que le nouveau programme de développement permettra de finaliser la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Avant de conclure, Mme Kané a plaidé pour la réforme de l'ONU. Elle a souhaité que le multilatéralisme soit renforcé au niveau de l'Assemblée générale, et que l'Afrique, absente à la création des Nations Unies, puisse bénéficier de deux sièges de membres permanents au sein du Conseil de sécurité, et de cinq non permanents.

M. LYONPO DAMCHO DORJI, Ministre des affaires étrangères du Bhoutan, a assuré que malgré des ressources limitées et les exigences parfois concurrentes du développement, son pays restait déterminé à préserver son patrimoine naturel et à lutter contre les changements

climatiques, s'acquittant en la matière de « bien plus que sa part ». Il a ainsi noté que, conformément aux engagements pris en 2009, le Bhoutan limite les émissions de carbone. Il espère même, d'ici à 2025, contribuer à éliminer environ 35 millions de tonnes de carbone par an des émissions de la région en vendant son hydroélectricité, même si le Bhoutan n'est responsable que de 7% de ce volume, a-t-il relevé.

Pour le Ministre, tenir les objectifs de l'Agenda 2030 est cependant une tâche colossale qui va réclamer des pays les moins avancés et enclavés comme le sien « innovation et créativité ». Le principal défi, estime-t-il sera de bâtir une économie verte qui garantisse aux jeunes à la fois emploi, croissance et autonomie. « Une réorientation prudente de notre économie est impérative, si nous voulons nous assurer d'un développement inclusif et durable », a-t-il insisté en soulignant que le soutien et la coopération des partenaires pour le développement seront déterminants. L'accord qui devrait être adopté à la Conférence de Paris sur le climat en décembre prochain constituera, a-t-il assuré, un premier test important pour le succès de la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Enfin, le Ministre a souhaité une réforme du Conseil de sécurité afin qu'il « reflète les réalités géopolitiques » contemporaines.

M. TAUKELINA FINIKASO, Ministre des affaires étrangères des Tuvalu, a déploré qu'il y ait encore de nombreux laissés-pour-compte. Le nouveau Programme de développement durable à l'horizon 2030 doit être mis en œuvre de manière inclusive, a-t-il insisté. C'est pourquoi, chaque communauté doit s'approprier ce programme de développement, notamment en maîtrisant chacun des 17 objectifs, et en déterminant leurs droits découlant de chacun des objectifs. Il a annoncé que les Tuvalu entendaient organiser, en novembre prochain, un sommet national sur l'adoption et la mise en œuvre du nouveau programme national de développement, établi sur la base des « Orientations de Samoa » et du Programme de développement à l'horizon 2030.

Le Ministre a ensuite indiqué que les inondations, consécutives aux phénomènes extrêmes liés aux changements climatiques, affectent les PEID, y compris les Tuvalu. Il a expliqué que cette situation donnait lieu à des déplacements massifs de populations. Il a cependant regretté que les « migrants victimes des changements » ne soient pas considérés au même titre que les réfugiés. « Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 n'aura de sens pour nous, PEID, que si la COP21 de Paris permet de conclure un accord sur le climat qui soit ambitieux et orienté vers l'action », a prévenu le Ministre.

Il a souhaité que cet accord prévoie la réduction des gaz à effet de serre, et limite le réchauffement de la planète à 1,5°C d'ici à 2050. Il a également proposé que cet accord prenne en compte le fait que les changements climatiques représentent, pour de nombreux PEID, une question de sécurité et de survie de première urgence. Il a aussi suggéré que la COP21 mette en place une architecture de compensation, afin que les plus grands pollueurs réduisent leurs émissions, ou alors qu'ils payent pour réparer les dommages causés par leurs activités

préjudiciables, notamment par des fonds en faveur de l'adaptation et de l'atténuation dans les pays les plus vulnérables.

M. Finikaso a aussi mentionné l'objectif de développement durable numéro 14, relatif à la conservation et l'exploitation durables des océans, des mers et des ressources marines aux fins du développement durable. Il a en outre appelé à une modification des méthodes de calcul qui président au classement des pays dans la catégorie des pays les moins avancés, en estimant que ces calculs statistiques ne tiennent pas compte de la réalité de la vulnérabilité des PEID.

Pour M. DENNIS MOSES, Ministre des affaires étrangères et des affaires de la CARICOM de Trinité-et-Tobago, l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est la preuve « de la puissance du multilatéralisme ». Il a mis l'accent sur la nécessité de réformer le Conseil de sécurité pour permettre à l'ONU de mieux faire face aux défis sécuritaires et autres dans le monde et pour que le Conseil soit représentatif du monde actuel. Soulignant le lien entre paix et sécurité et développement durable, le Ministre a fait part de ses préoccupations liées au fait que la Trinité-et-Tobago se trouve dans une région marquée par le trafic d'armes de petit calibre et le trafic de la drogue ainsi que par les réseaux criminels internationaux. C'est la raison pour laquelle son pays, à l'instar des autres pays de la CARICOM, souscrit pleinement au Traité sur le commerce des armes qui représente, selon lui, un instrument utile pour mieux faire face au trafic illicite d'armes.

Le Ministre a également mis l'accent sur la nécessité de placer les femmes, les enfants et les personnes les plus vulnérables ainsi que les populations autochtones au cœur des priorités en matière de développement, et a passé en revue un certain nombre de mesures prises par son pays pour promouvoir le bien-être des femmes et des filles. Veillant en outre à la sécurité de ses citoyens, son gouvernement a mis en place une stratégie ambitieuse de défense, de protection des frontières et de gestion des risques liés aux catastrophes naturelles. Il a saisi cette occasion pour souligner la gravité de la menace des changements climatiques, en particulier pour les petits États insulaires en développement, comme le sien, et les pays les moins avancés. Selon lui, on ne pourra pas faire face à cette menace en se limitant à tenir « des discussions diplomatiques de haut niveau ». Les changements climatiques ont un effet négatif sur le développement et c'est pourquoi, les pays de la CARICOM souhaitent que la Conférence de Paris sur le climat, en décembre prochain, parvienne à adopter un accord juridiquement contraignant et fort qui mette le monde sur la voie de la « dé-carbonisation » avant la fin de ce siècle.

Par ailleurs, le Ministre s'est félicité de la reprise des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba et a émis l'espoir que ce processus débouchera rapidement sur la levée de l'embargo économique. Il s'est toutefois dit préoccupé par le différend frontalier qui oppose le Venezuela à Guyana et souhaite qu'il soit réglé de manière pacifique.

M. ALVA ROMANUS BAPTISTE, Ministre des affaires étrangères, du commerce international et de l'aviation civile de Sainte-Lucie, a déclaré que le moment est venu de s'engager dans un processus d'introspection et de réflexion tendant à une réorientation et une revitalisation des activités de l'ONU afin qu'elle continue à s'occuper de questions plus complexes liées à la survie de l'humanité. Aujourd'hui, a-t-il poursuivi à titre d'exemple, trop de personnes au Moyen-Orient, en Iraq, en Libye, en Syrie et ailleurs, voient leur existence transformée par des expériences traumatisantes, et dans bien des cas, subissent des souffrances physiques et mentales terribles. C'est là une tragédie humaine aux proportions impensables, s'est indigné le Ministre, en regrettant l'énorme exode de populations qui vivaient, encore récemment, dans des pays stables.

Face à la magnitude de ce défi, il a encouragé l'Europe à faire « ce qu'il convient de faire » pour accueillir ces réfugiés et migrants. Des nations plus petites et plus pauvres ont fait montre d'humanisme et de générosité, a-t-il encore commenté, en ajoutant que cette assistance avait fait toute la différence. Il a précisé que dans la région des Caraïbes, Cuba, malgré l'embargo économique en vigueur depuis plus de 50 ans, a continué à offrir des bourses pour former, chaque année, des milliers de professionnels des pays des Caraïbes et d'Amérique latine. L'aide de Cuba dans la lutte contre plusieurs épidémies dans le monde, notamment la récente crise causée par le virus Ebola en Afrique, est tout aussi exemplaire et légendaire, a souligné M. Baptiste. En dépit de l'ampleur du défi, l'Europe, en tant que groupe de pays puissants, est en mesure de répondre efficacement dans le contexte de son cadre intégré, a-t-il estimé. « Soyez conforté et inspiré par l'exemple de Cuba », a déclaré le Chef de la diplomatie de Sainte-Lucie.

Par ailleurs, il a mis l'accent sur la situation des petits États insulaires qui, en raison des mesures commerciales en vigueur, du déclin de l'aide publique au développement et du financement du développement, s'endettent de plus en plus pour mettre en œuvre leurs politiques économiques et sociales. Parallèlement, les coûts accrus pour répondre aux répercussions négatives du commerce illicite des armes de petit calibre et du trafic des stupéfiants, de même que le coût de reconstruction après les catastrophes naturelles, absorbent une portion significative du produit intérieur brut.

Mgr PAUL RICHARD GALLAGHER, Secrétaire pour les relations du Saint-Siège avec les États, a déploré la poursuite du conflit au Moyen-Orient, dans une région qui est « un berceau des civilisations ». Les atrocités et les violations indicibles des droits de l'homme qui caractérisent les conflits actuels sont retransmises en direct et en boucle dans les médias, ce qui, selon lui, risque d'engendrer « une familiarité et une indifférence anesthésiantes ».

Évoquant la réponse des pays face aux migrations massives, Mgr Gallagher a constaté « un retour de la pratique consistant à édifier des murs et des barrières entre les peuples ». Il y a vu

« un triste exemple d'inhumanité, une solution hâtive et inefficace ». Le Saint-Siège exhorte les États à surmonter leurs intérêts nationalistes et à reconnaître l'unité de la famille humaine. L'histoire, a rappelé le représentant, nous a appris que les migrants avaient toujours une contribution positive à apporter aux pays d'accueil.

Mgr Gallagher a mis l'accent sur « la responsabilité de protéger » en demandant aux États Membres de définir des critères clairs pour l'application de ce concept. Il s'est ensuite référé aux principes énoncés dans l'Article 2 de la Charte de l'ONU et à ce qu'il a appelé « la responsabilité d'observer le droit international existant ». Toutefois, a-t-il estimé, l'Article 2 ne peut servir d'alibi pour excuser des violations flagrantes des droits de l'homme. Pour lui, un examen de conscience est nécessaire pour reconnaître « le rôle que certaines interventions unilatérales ont joué dans la crise humanitaire qui cause aujourd'hui tant de peine au monde ».

Par ailleurs, le Secrétaire du Saint-Siège a défendu l'idée d'un monde exempt d'armes nucléaires, conformément à l'esprit et à la lettre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Pour le pape François, la dissuasion nucléaire est incompatible avec l'éthique de la fraternité et de la coexistence pacifique entre les peuples et les États. Enfin, il a espéré qu'un accord sur les changements climatiques sera conclu lors de la Conférence de Paris en décembre prochain. Le climat, a-t-il fait valoir, est un bien commun, une responsabilité qui incombe à chacun, surtout vis-à-vis des groupes les plus vulnérables des générations présentes et futures.

Mme NGUYEN PHUONG NGA, Vice-Ministre des affaires étrangères du Viet Nam, a affirmé que les menaces à la survie de l'humanité subsistaient, en citant en particulier les arsenaux d'armements nucléaires, les effets des changements climatiques ou la pauvreté. Le Viet Nam, a-t-elle dit, se félicite de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La pleine et effective mise en œuvre du Programme, avec un partenariat mondial en son centre, permettra de s'attaquer en profondeur aux causes des problèmes actuels et d'orienter le monde vers un avenir plus durable.

Pour transformer le monde, l'ONU doit se transformer elle-même, a déclaré la Ministre, en estimant que l'Assemblée générale devrait être revitalisée afin de la rendre plus efficace, plus attentive et plus pertinente et le Conseil de sécurité plus représentatif, plus démocratique, plus transparent et également plus efficace. Le système de développement des Nations Unies mérite d'être renforcé, a-t-elle ajouté.

La Ministre a rappelé que, tout comme les Nations Unies, le Viet Nam célébrait cette année le soixante-dixième anniversaire de son indépendance, laquelle est intervenue après près d'un siècle de colonialisme. Depuis son entrée à l'Organisation des Nations Unies en 1977, le Viet

Nam s'est toujours efforcé au mieux de respecter les valeurs de leur Charte et de contribuer de manière constructive et responsable au travail de l'Organisation, a-t-elle assuré.

Au niveau régional, le Viet Nam joint ses efforts à ceux de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en vue d'assurer la paix, la prospérité et la stabilité de la région, a souligné la Ministre, en appelant notamment toutes les parties à s'abstenir de recourir à la menace ou à l'usage de la force et à régler par des moyens pacifiques tous leurs différends, conformément au droit international, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982.

Mme AKSOLTAN ATAEVA (Turkménistan) s'est félicitée de l'adoption du Programme de développement durable pour l'après-2015. Elle a ensuite indiqué que son gouvernement souhaitait l'ouverture d'un centre régional des Nations Unies sur les changements climatiques, afin de répondre aux défis « gigantesques » qui se posent en Asie centrale, où les effets délétères du réchauffement planétaire touchent indifféremment plusieurs pays. Plaidant pour la création d'un tel mécanisme pour coordonner l'ensemble des activités, Mme Ataeva a précisé que son pays était prêt à accueillir un tel centre dans le pays et à y mettre des locaux à disposition.

Par ailleurs, a-t-elle poursuivi, la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) doit pleinement inclure l'Afghanistan, pays que la communauté doit assister de manière soutenue. Le règlement des problèmes afghans doit continuer de se faire de manière négociée avec l'ensemble des parties prenantes et le processus de réconciliation nationale s'accompagner de l'aide internationale, a observé la déléguée. L'Afghanistan doit par ailleurs pouvoir prendre part aux projets énergétiques et logistiques qui relient entre eux les pays de la sous-région, ce qui permettrait de générer de nouveaux emplois dans ce pays et d'y assurer une stabilité politique.

La délégation a ensuite déclaré qu'il était nécessaire de fournir une aide suffisante aux pays en développement et aux pays les moins avancés (PMA) pour qu'ils puissent réaliser le programme de développement durable pour l'après-2015, ce qui devrait avoir un impact positif sur les relations internationales. « Le principal ODD, c'est de surmonter les graves inégalités qui persistent d'un continent à l'autre », a-t-elle estimé. Dans ce contexte, a noté la représentante, la coordination avec le système des Nations Unies sera plus que jamais nécessaire et la présente session de l'Assemblée générale devrait fournir des orientations claires à cet égard.

M. GUSTAVO MEZA-CUADRA (Pérou) a déclaré que le Pérou accordait une importance capitale à l'Agenda du développement durable à l'horizon 2030 car, pour la première fois de l'histoire, l'humanité s'est engagée à travers un instrument à portée universelle à éradiquer la pauvreté dans toutes ses formes, à promouvoir le développement durable au cours des 15 prochaines années sans que personne ne soit laissé de côté. C'est dans cette perspective que

le Pérou accorde une priorité à l'inclusion sociale et appelle à ce que les groupes marginalisés, en particulier les peuples autochtones, les personnes handicapées ou les migrants ne soient pas oubliés, a-t-il ajouté. Mais pour que ce programme soit efficacement mis en œuvre, il faut des ressources appropriées et des investissements massifs dans les domaines de la santé et de l'éducation, en tenant compte des besoins des jeunes, de l'égalité entre les genres et de l'autonomisation de la femme. Il faut parallèlement que la Conférence de Paris sur le climat aboutisse à un résultat ambitieux. En tant que Président en exercice de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, le Pérou aidera à parvenir à ce résultat, en coopération avec l'Appel de Lima pour l'action sur le climat, a assuré M. Meza-Cuadra.

Comme pour le développement durable, les Nations Unies doivent aussi avancer dans le domaine de la paix et la sécurité internationales. Dans ce contexte, le Pérou salue les progrès réalisés dans le processus de paix en Colombie, ainsi que le rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis, même s'il continue d'appeler à la levée de l'embargo qui frappe l'île. La question de Palestine devrait, pour sa part, être relancée avec l'appui du Conseil de sécurité. Il devrait promouvoir un dialogue et pousser Israéliens et Palestiniens à vivre en paix, dans des frontières sécurisées. Le statu quo n'est pas soutenable, a prévenu le représentant.

Il faut aussi que la communauté internationale renforce ses capacités de réponse humanitaires et de lutte contre l'impunité. La responsabilité de protéger ne saurait être éludée pour quelque pays que ce soit, a-t-il dit, en déplorant la situation en Syrie et les crimes qui y sont commis, notamment par le groupe extrémiste État islamique. Le Pérou est en outre en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité, afin de le rendre plus légitime. Cette réforme implique une restriction du droit de veto. C'est à cette fin que le Pérou a rejoint le Groupe ACT (Responsabilité, cohérence et transparence), chargé de rédiger un code de conduite pour l'action du Conseil de sécurité dans les crimes atroces, a encore déclaré le représentant. Pour la première fois, a-t-il indiqué, son pays enverra des troupes en République centrafricaine, dans le cadre de la MINUSCA.

M. Meza-Cuadra a également indiqué que son pays avait fait des progrès significatifs en matière de lutte contre le trafic de drogues. La stratégie nationale a ainsi permis, en 2013, une réduction de près de 14% des cultures illégales et une augmentation de plus de 40% des saisies de cocaïne. Alors que l'Assemblée générale tiendra l'année prochaine une session extraordinaire sur le problème de la drogue, il est primordial de rappeler la primauté des conventions internationales et des stratégies nationales pour lutter contre ce phénomène. En application du principe de responsabilité commune et différenciée, la communauté internationale doit renforcer la coopération internationale et le rôle de la Commission des stupéfiants des Nations Unies, a-t-il souligné en terminant son intervention.

Mme MARY ELIZABETH FLORES (Honduras) a fait remarquer que chaque pays réagissait à la tribune de l'Assemblée générale « en fonction de sa propre réalité ». Ainsi, les valeurs humaines ne sont-elles pas interprétées de la même façon par la victime qui doit malheureusement quitter sa patrie à la recherche d'un monde meilleur, pour fuir la pauvreté extrême ou la violence, et par celui qui vit dans la sécurité et le confort. Or, a dit Mme Flores, tant qu'il n'y aura pas la paix et le bien-être pour tous, il n'y aura de tranquillité pour personne. « Aucun mur de pierre ne peut contenir les flux humains créés par le droit à la vie », a-t-elle dit.

Les migrations massives, a insisté la représentante, sont la conséquence de problèmes graves qu'il faut régler, non pas avec des promesses, mais avec des résultats. La réponse réside à la fois dans « les principes divins de la spiritualité » et dans les principes de la Charte des Nations Unies, a-t-elle résumé en plaidant pour « la solidarité universelle ».

« Mon peuple vit sur des atolls qui se trouvent seulement à trois mètres au-dessus du niveau de la mer », a affirmé M. BAARO (Kiribati). Il a cité les phénomènes climatiques extrêmes que son pays a connus cette année, tels que le cyclone Pam et les typhons Maysak et Dauphin, avant de se dire très préoccupé par la fréquence et la gravité de ces phénomènes. « Nous devons remédier aux défis critiques et pressants des changements climatiques, 'ici et maintenant', avant même que nous puissions parler de développement durable ou du nouveau programme de développement ». Il a d'ailleurs indiqué que ce programme serait dénué de toute signification si la prochaine Conférence de Paris sur le climat ne débouchait pas sur un accord ambitieux juridiquement contraignant. « Pour ceux qui sont en première ligne, l'accord devant être adopté à Paris doit inclure un objectif à long terme visant à réduire la température en-dessous de 1,5°C, a-t-il dit. Le représentant a également demandé l'inclusion dans ce futur accord de dispositions sur les pertes et les indemnisations en tant qu'élément distinct des mesures d'adaptation. Le représentant a souhaité que les organisations internationales et onusiennes accueillent Taiwan en leur sein comme vient de le faire l'Organisation mondiale de la Santé.

« Le défi que posent les changements climatiques exige que nous nous élevions au-dessus de nos priorités nationales et pensions avec une conscience globale », a-t-il affirmé, avant de se féliciter d'un changement de cap concernant le dialogue sur les changements climatiques. Il a en effet salué les engagements d'un nombre grandissant d'acteurs comme le signe que la communauté internationale a entendu « nos messages ». Puis, il a détaillé la stratégie suivie par son pays pour assurer la survie de son peuple, en citant notamment l'achat de terres offshore et la considération de mesures visant à exhausser les îles par rapport à leur niveau actuel au-dessus de la mer. « Mais nous ne pouvons pas agir seuls », a-t-il dit, en soulignant la nécessité d'un effort collectif international. Saluant l'assistance apportée par les partenaires de son pays, y compris Taiwan, il a souhaité que les engagements pris en faveur du Fonds vert se traduisent dans les faits. « Mon peuple et ceux qui sont en première ligne face aux changements

climatiques risquent d'être laissés sur le bord de la route », a-t-il prévenu, en disant que l'assistance demandée doit être apportée maintenant.

M. JOÃO SOARES DA GAMA (Guinée-Bissau) a reconnu que son pays continuait à faire l'expérience de l'instabilité, et d'être en proie à des difficultés pour cimenter les fondations propices à la création d'un État axé sur le développement « et la réalisation du rêve d'Amílcar Cabral, le père de la nation bissau-guinéenne ». Toutefois, notre détermination reste intacte, a-t-il assuré, en soulignant qu'avec le retour à l'ordre constitutionnel, le Gouvernement ayant émergé des élections législatives d'avril 2014 a redoublé d'efforts pour mettre en place les conditions nécessaires au redémarrage de l'économie nationale. À cette fin, a fait observer le représentant, la stratégie de développement Terra Ranka 2015-2025 a été approuvée, avec le soutien de la communauté internationale, et en accord avec les objectifs de développement durable (ODD). Dans ce contexte, M. da Gama a lancé un appel aux donateurs et aux partenaires de la Guinée-Bissau pour qu'ils respectent les engagements pris en mars 2015 à Bruxelles, où cette stratégie leur avait été présentée.

Le délégué a ensuite plaidé pour une réforme du Conseil de sécurité qui réserve deux sièges permanents à l'Afrique, où sont actuellement déployées 9 des 16 opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans le monde. Il a également proposé que des sièges permanents reviennent au Brésil, à l'Inde, au Japon et à l'Allemagne. Partisane de la diplomatie préventive, la Guinée-Bissau, a indiqué M. da Gama, estime que le meilleur moyen de résoudre les conflits reste la lutte contre la pauvreté et les discriminations sociales, la promotion de l'égalité entre les sexes et de l'éducation, ainsi que la préservation de l'environnement. Le représentant de la Guinée-Bissau s'est par ailleurs félicité du rétablissement des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba, rompues depuis 1961. Son représentant a toutefois demandé la levée complète du blocus américain imposé au peuple cubain. Il s'est également félicité de l'accord conclu entre la communauté internationale et l'Iran sur le dossier nucléaire de ce pays, avant de placer beaucoup d'espoirs dans la Conférence des États Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Paris en décembre prochain.

Droits de réponse

Le représentant de la Serbie a répondu à la déclaration prononcée par le Premier Ministre de l'Albanie en indiquant que son pays consacrait tous ses efforts pour renforcer la coopération régionale, la stabilisation et la coopération. Pour lui, l'Albanie « a induit en erreur les États Membres » en affirmant qu'un dialogue avait lieu entre la Serbie et le Kosovo. Or, a-t-il affirmé, le Kosovo n'est ni un État indépendant, ni un Membre de l'ONU. Toutes les questions en souffrance concernant la normalisation des relations des deux pays sont examinées sous la houlette de Bruxelles.

Le représentant de l'Albanie a rappelé à son homologue de la Serbie que, depuis 2008, « le Kosovo est un État indépendant reconnu par 110 pays », qui a renforcé son identité géopolitique dans le monde et contribué à la stabilité de la région. Le Kosovo et la Serbie, a-t-il ajouté, « ont lancé un dialogue couronné de succès », pour le bien de leurs peuples.

Rejetant catégoriquement les « allégations » de certains pays, le représentant de la Turquie a assuré que son pays continuerait de faire preuve de solidarité avec le peuple syrien.

Revenant sur les propos tenus aujourd'hui par le Secrétaire d'État aux affaires étrangères des Philippines, le représentant de la Chine a déclaré que la revendication de certaines îles de la mer de Chine occupées illégalement par les Philippines avait des « fondements juridiques ». Nous souhaitons obtenir un règlement pacifique de cette question sur la base des faits historiques et du droit international, considérant qu'« agir en justice » ne ferait que compliquer la situation et mettre en péril la stabilité en mer de Chine méridionale. Dans l'intervalle, nous sommes opposés à la pratique qui consiste pour certains pays à tirer parti de cette situation, a ajouté le représentant.

En réponse à cette intervention, le représentant des Philippines a déclaré que le différend avec la Chine devait être réglé en vertu du droit international et dans le cadre d'un arbitrage conforme à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, plutôt que par des mesures coercitives.

Reprenant de nouveau la parole, le représentant de la Chine a jugé que l'invasion illégale et l'occupation de certaines îles dans la mer de Chine sont à l'origine du différend. La position de la Chine est la non-acceptation et elle ne changera pas.

Le Royaume-Uni a réagi aux propos du Premier Ministre de Maurice, en déclarant qu'il n'avait aucun doute quant à la « souveraineté britannique » sur un archipel également revendiqué par Maurice. Il est évident que la décision rendue par le « Tribunal arbitral » ne changeait pas la situation, l'arrêt rendu soulignant que le Royaume-Uni aurait dû consulter Maurice et encourageant les deux parties à ouvrir un dialogue, « sans mentionner la question de la souveraineté ». Pour notre part, nous sommes prêts à travailler avec Maurice sur la question de cette zone maritime protégée.

Reprenant la parole, le représentant de la Serbie a déploré « un acte hostile pour la Serbie et les pays voisins ». Son pays, a-t-il assuré, continuera par tous les moyens diplomatiques à sa disposition à défendre sa souveraineté nationale et son intégrité territoriale.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.